

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*

Affaire numéro CV96-4849

Décision certifiée de non-attribution

De la requête du requérant [SUPPRIMÉ]

concernant les comptes bancaires de **Roger Lévy**
et
de **Roger Lévy-Finger**¹

Numéro de requête: 215010/PY/MG

La présente décision certifiée de non-attribution est basée sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ] (ci-après : « le requérant »), concernant les comptes publiés de [SUPPRIMÉ]. La présente décision de non-attribution concerne les comptes publiés de Roger Lévy (ci-après : « le titulaire du compte 1 ») auprès de la banque (confidentiel) (ci-après : « la banque I »), ainsi que le compte publié de Roger Lévy-Finger (ci-après : « le titulaire du compte 2 ») auprès de la banque (confidentiel) (ci-après : « la banque II »).

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque, comme en l'espèce, le requérant demande que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

Informations fournies par le requérant

Le requérant a soumis un formulaire de requête dans lequel il déclare que son père, [SUPPRIMÉ], né le 10 janvier 1893 à Toul, France, détenait un compte dans une banque suisse. Le requérant indique que son père avait épousé [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], le 24 janvier 1921 à Paris, France; qu'il avait épousé en deuxièmes noces la mère du requérant, [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], le 27 septembre 1944 à Paris; et qu'il avait épousé en troisièmes noces [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], le 3 septembre 1948, également à Paris. Le requérant indique également que son père, qui était juif, résidait avant la Seconde Guerre mondiale en Alsace-Lorraine, France, et aussi à Paris. Le requérant indique que son père était le directeur de la firme [SUPPRIMÉ]. Selon le requérant, son père a été interné à Drancy durant la Seconde Guerre

¹ Dans le but d'identifier tous les comptes pouvant avoir appartenu au parent du requérant, le CRT a examiné et analysé tous les comptes dont le nom du titulaire est substantiellement semblable à celui du parent du requérant, même si le requérant n'a pas revendiqué ce compte en particulier.

mondiale, et il est décédé le 19 juin 1951 à Neuilly sur Seine, France. Le requérant déclare être né le 10 septembre 1941 à Paris.

À l'appui de sa requête, le requérant a soumis plusieurs documents, notamment : (1) un extrait de l'acte de naissance de son père, qui indique qu'il est né à Toul et qu'il a été marié trois fois, à [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ]; et (2) l'acte de mariage de ses parents, qui indique que le père du requérant résidait à Paris.

Informations contenues dans les documents bancaires

Le CRT prend note que le requérant a présenté une requête concernant un compte appartenant à son parent, [SUPPRIMÉ]. Les réviseurs ayant mené l'investigation pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions du *Independent Committee of Eminent Persons* (ci-après : « l'investigation de l'ICEP ») ont identifié trois comptes dont les noms des titulaires sont exactement les mêmes que ceux soumis par le requérant. Chaque compte est identifié ci-après par son numéro d'identification de compte, qui est un numéro assigné au compte par les réviseurs de l'ICEP aux fins de traçabilité.

Comptes n° 5032839 et 5032840

Les documents bancaires de la banque I indiquent que le titulaire du compte 1 était Roger Lévy, résidant à Colmar, France. Les documents bancaires de la banque I indiquent également l'adresse du titulaire des comptes, le nom de famille et le nom de jeune fille de sa femme, et le fait qu'il avait un enfant. En outre, les documents bancaires de la banque I indiquent le nom d'une personne qui détenait les comptes conjointement avec le titulaire du compte 1, ainsi que le lien entre cette personne et le titulaire du compte 1. Les documents de la banque I indiquent, de plus, le sort couru par le titulaire du compte 1 et par l'autre détenteur du compte joint durant la Seconde Guerre mondiale. Finalement, les documents bancaires indiquent les dates d'ouverture des comptes concernés.

Compte n° 4019996

Les documents bancaires de la banque II indiquent que le titulaire du compte 2 était Roger Lévy-Finger, résidant à Paris, France, et que le porteur de la procuration était [SUPPRIMÉ]. Les documents bancaires de la banque II indiquent également l'adresse du titulaire du compte 2. En outre, les documents bancaires de la banque II indiquent la date de fermeture du compte concerné.

Analyse effectuée par le CRT

Recevabilité de la requête

Le CRT détermine que la requête est recevable conformément à l'article 18 des règles de procédure pour le règlement des requêtes, telles qu'amendées (ci-après : « les règles »).

Identification des titulaires des comptes

En ce qui concerne les comptes numéro 5032839 et 5032840, le CRT a conclu que le requérant n'a pas établi que l'identité du titulaire du compte 1 correspond à celle de son parent. Bien que le nom de son père soit exactement le même que le nom publié du titulaire du compte 1, les informations fournies par le requérant diffèrent substantiellement des informations non publiées concernant le titulaire du compte 1 contenues dans les documents bancaires de la banque I. Le requérant a notamment indiqué que son père avait été marié à [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]; [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]; et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]. En revanche, les documents bancaires de la banque I indiquent que le titulaire du compte 1 avait épousé une personne différente. En conséquence, le CRT ne peut conclure que le titulaire du compte 1 et le père du requérant sont la même personne.

En ce qui concerne le compte numéro 4019996, le CRT a conclu que le requérant n'a pas établi que l'identité du titulaire du compte 2 correspond à celle de son parent. Bien que le nom de son père soit substantiellement semblable au nom publié du titulaire du compte 2, les informations fournies par le requérant diffèrent substantiellement des informations publiées concernant le titulaire du compte 2 contenues dans les documents bancaires de la banque II. Le requérant n'a établi aucun lien avec le nom « Finger » et il n'a pas identifié le porteur de la procuration, bien que son nom ait été publié ensemble avec le nom du titulaire du compte 2 et bien qu'elle porte le même nom de famille que le titulaire du compte 2. En conséquence, le CRT ne peut conclure que le titulaire du compte 2 et le père du requérant sont la même personne.

Droit d'appel

Conformément à l'article 30 des règles, le requérant peut interjeter un appel auprès de la Cour par l'intermédiaire des représentants spéciaux dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de la lettre accompagnant la présente décision. L'appel devra être envoyé à l'adresse suivante : Office of the Special Master, c/o Claims Resolution Tribunal, Case postale 9564, 8036 Zurich, Suisse.

L'appel doit être interjeté par écrit à l'adresse indiquée ci-dessus. Si plusieurs comptes sont concernés par la présente décision certifiée de non-attribution, le requérant devra indiquer clairement le numéro d'identification du compte qui forme la base de cet appel. Les appels soumis sans explication plausible que la décision est erronée ou sans présentation de nouvelle preuve pourront être rejetés sommairement.

Portée de la décision de non-attribution

Le CRT informe le requérant que sa requête fera l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il y aurait lieu de rendre une décision d'attribution sur la base des informations fournies par le requérant ou d'autres sources.

Certification de la décision de non-attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision certifiée de non-attribution.

Claims Resolution Tribunal
Le 19 novembre 2004